

# front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 17 / 16 MARS 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

## APRÈS L'ENLÈVEMENT DE NOGRETTE

# PAS D'AVANCEE VERS LA REVOLUTION PROLETARIENNE SANS LUTTE CONSEQUENTE CONTRE LE REVISIONNISME

Le rapt, puis la libération de Nogrette, chien de garde du capital, amène à repenser la question que posait le dernier édit de Front Rouge : comment nous vengerons Pierre Overney ? Pour les marxistes-léninistes chacune de leurs actions doit être fondée sur l'objectif qu'ils visent : guider le prolétariat dans son rôle historique, l'accomplissement de la révolution armée pour l'instauration du socialisme, de la dictature du prolétariat. Le rapt de Nogrette fait-il faire un pas en avant ou en arrière à la classe ouvrière vers cet objectif ? Jugeons en.

### A RENAULT DES COUCHES D'OUVRIERS SE DRESSENT CONTRE LE BAGNE

Renault est un bagne pour les ouvriers qui y travaillent, c'est aussi, parce qu'il y travaille près de 100.000 prolétaires, une usine phare pour tous les ouvriers de France qui luttent contre la bourgeoisie, pour tous les patrons qui cherchent comment réprimer cette lutte. C'est une usine des plus représentatives des bagnes modernes que construisent les capitalistes : travail intensifié au maximum par la parcellisation des tâches accomplies par les ouvriers, leur simplification, leur répétition et leur rapidité, travail en équipes, despotisme patronal qui paie une armée de chefs de plus en plus nombreux pour surveiller, contrôler, encadrer, réprimer les ouvriers qui travaillent. Cette exploitation renforcée entraîne la révolte des esclaves de ces bagnes modernes, les O.S., les jeunes, les immigrés. En mai 71 les ouvriers du Mans ont fait une grève de plusieurs semaines contre leur travail d'O.S., contre le salaire par poste. A Renault Billancourt, il y a un renforcement accru du despotisme patronal. Des milices patronales armées sillonnent l'usine. Des chefs de plus en plus nombreux, racistes, fascistes, exigent des ouvriers un rendement toujours supérieur : un nombre important de jeunes immigrés se révoltent contre eux ce qui explique l'écho de certains mots d'ordre de la "Cause du peuple", qui s'est faite le haut parleur de cette révolte.

### LE BARRAGE REVISIONNISTE

Mais dans les luttes qu'ils engagent contre cette maîtrise, les ouvriers trouvent sur leur chemin les révisionnistes du P."C".F. et de la C.G.T. S'il y a des luttes que les révisionnistes peuvent espérer utiliser, en les canalisant, contre le gouvernement pour se substituer à lui, celles contre le despotisme patronal, contre l'intensification, présentent encore plus de danger pour leurs perspectives, parce que jamais dans son programme de gouvernement le P."C".F. ne remet en cause l'organisation capitaliste du travail, l'organisation de ces bagnes, il ne peut organiser de lutte sur ce point, surtout que ces luttes font rentrer les ouvriers en contradiction ouverte avec les organisateurs de ces bagnes, ingénieurs de production, agents de méthode, chronos et agent de maîtrise qui sont justement les couches que le P."C".F. veut utiliser pour "redevenir ministre". Aussi les révisionnistes mettent-ils en œuvre tous



Paris, 4 mars, les obsèques de Pierre Overney.

les moyens pour empêcher, saboter, dévoyer ces luttes là. Ils s'appuient pour cela sur leurs délégués, mais comptent essentiellement sur le pacifisme et le légalisme qu'ils ont diffusés largement depuis de nombreuses années et qui marquent de larges couches d'ouvriers. Ainsi inévitablement les ouvriers qui renaissent en lutte contre les cadences et le despotisme patronal devaient-ils rentrer en lutte contre le révisionnisme. Comment affronter ces deux ennemis ?

### UNE REPONSE QUI DESARME LES OUVRIERS

A cela les militants de la "Cause du peuple" à Renault, ont toujours apporté la même réponse : les ouvriers les plus décidés doivent donner l'exemple en rentrant dans la lutte, à force d'exemples la classe ouvrière suivra. Une telle réponse est erronée : la frange d'ouvriers la plus révoltée, la plus poussée à bout par l'exploitation capitaliste peut effectivement accepter de jouer ce rôle suicidaire, mais les ouvriers hésitants, tout aussi révoltés qu'eux contre les cadences et les chefs, ne peuvent qu'être découragés par une telle pratique qui conduit au licenciement, à la répression, sans qu'en contre partie apparaisse une autre perspective que de recommencer ailleurs le même travail.

Du découragement qui s'installe chez ces ouvriers, le révisionnisme sort renforcé. La "Cause" du peuple dénonce les révisos comme "police syndicale". Ce mot d'ordre peut passer au moment du sabotage ouvert d'une lutte, mais il n'explique pas l'ensemble du comportement du délégué. Aussi quand après un tel sabotage une fois passé l'orage, les révisionnistes reviennent à la charge avec leur démocratie avancée, leur Union de la gauche, ils peuvent le faire impunément : leur ligne, sa cohérence avec leur comportement de délégué n'aura jamais été démasquée.

L'enlèvement de Nogrette est le renouvellement d'une telle démarche. L'assassinat d'Overney avait effectivement créé une brèche dans l'influence des

révisionnistes : des centaines d'ouvriers ont participé à la chasse à la maîtrise juste après l'assassinat, de nombreux ouvriers dans toute la France se sont interrogés en voyant le P."C".F. traiter de provocateur un ouvrier assassiné par la police patronale, de nombreux ouvriers se sont interrogés sur les centaines de milliers de manifestants à l'enterrement d'Overney. Dans cette brèche ouverte le révisionnisme était très important pour les révolutionnaires. C'était l'occasion pour eux de s'y engouffrer pour développer leurs propositions politiques, pour démonter les liens entre l'attitude de Marchais dans cet assassinat et la ligne de démocratie avancée, l'abandon de la (révolution); il s'agissait pour eux d'organiser les travailleurs en rupture avec le révisionnisme, de leur rendre confiance en les conduisant dans la lutte politique.

Or quelle propagande fait le "comité de lutte Renault" sur le licenciement de ses militants intervenu après l'assassinat ? : "ouvriers de Renault, Paris démocratique est avec nous, nous pouvons imposer notre loi à Dreyfus, il doit réintégrer les licenciés". Voilà le contenu de la seule réponse à l'offensive révisionniste. Aussi malgré 3 appels du comité de lutte, malgré les sauvages matraquages des licenciés par la milice patronale, les ouvriers de Renault n'ont pu réagir. L'enlèvement de Nogrette n'est que le constat de cet échec de cette impuissance.

Cet enlèvement, revendiqué par la NRP, approuvé par la "Cause du peuple", était-il le moyen d'armer les ouvriers dans leur lutte contre la maîtrise, était-il le moyen de les éclairer contre les diversions révisionnistes, était-il le moyen de les engager dans la lutte contre les licenciements ? La réponse est évidemment non. Il a déclenché une offensive conjuguée des révisionnistes et des bourgeois sur le "rôle ingrat" des ingénieurs et cadres en général et de Nogrette en particulier, à laquelle la "Cause du peuple" a trouvé superflu de répondre ; il a déclenché une offensive conjuguée des révisionnistes et de la

bourgeoisie sur les "aspirations pacifistes de la classe ouvrière". Mais surtout il n'offrait aucune cible précise, il n'ouvrait aucune perspective aux ouvriers de Renault qui, s'ils n'avaient pas bougé quand la C.F.D.T. avait appelé à un meeting, le lendemain du meurtre, s'ils n'avaient pas bougé quand les militants du comité avaient été licenciés, ne risquaient pas de se mobiliser pour les perspectives proposées par la N.R.P. : un meeting qui déciderait du sort de Nogrette. Et bien qu'aucun des objectifs n'ait été atteint, crier à la victoire comme le fait la N.R.P., ce n'est pas non plus aider les ouvriers, de Renault ou d'ailleurs à comprendre. Les révisionnistes ont beau jeu au terme de l'opération d'en souligner l'incohérence : la réintégration des licenciés, premier but de l'enlèvement cède brusquement la place à une simple perspective d'information. La ligne révisionniste en sort intacte, la brèche ouverte par la mort d'Overney ne s'est pas agrandie au contraire.

### DETRUIRE LA LIGNE REVISIONNISTE

Aujourd'hui les militants marxistes-léninistes dans les usines sont systématiquement confrontés à des situations comme celle de Renault : révolte et luttes de couches contre leur exploitation, obstacle des révisionnistes. Leur tâche doit être de savoir allier la participation, l'organisation, la direction des luttes, qui naissent sur leur chaîne, dans leur atelier, à la dénonciation de la ligne révisionniste, montrant systématiquement le lien entre l'attitude des délégués dans l'usine et les perspectives politiques qu'ils encouragent. Alors les ouvriers les plus conséquents dans cette lutte verront s'ouvrir, se concrétiser la perspective de la révolution, de sa préparation, son lien avec la lutte quotidienne. Alors les ouvriers pourront œuvrer à la formation d'une force marxiste léniniste dans l'usine, à l'édification d'un parti marxiste léniniste condition de la révolution en France.



# PENARROYA LES LEÇONS D'UNE GREVE

Après 32 jours de grève, les ouvriers de la Penarroya de Lyon ont fait reculer le patron : leurs revendications sur les conditions de travail, les conditions de logement ont été dans une large mesure concédées par le patron. Front Rouge 14 avait décrit au début de leur grève l'exploitation subie par les ouvriers de cette usine. Cette grève présentait des caractéristiques qui se retrouvent dans beaucoup des dernières grèves : grèves d'O.S. sur les conditions de travail, menées par les immigrés, souvent sous le sigle de la CFDT. Il importe aujourd'hui d'en tirer les premières leçons.

## ATTITUDE DE LA BOURGEOISIE : LAISSER POURRIR LA GREVE

On connaît l'inquiétude suscitée dans le camp capitaliste par les dernières grèves d'OS, particulièrement celles simultanées de mai 71 (Renault, Berliet, Usinor, Wendel et le refus intransigent de la direction devant les revendications des ouvriers, refus que plusieurs semaines de grève n'ont pas entamé. On connaît aussi le sort que la bourgeoisie réserve aux travailleurs immigrés dans les commissariats, les expulsant dès qu'ils se révoltent... Dans cette grève d'OS immigrés la bourgeoisie a voulu adopter une attitude identique : essayer de laisser pourrir la grève, faire intervenir ses flics contre l'occupation. Et si la répression contre les grévistes n'est pas devenue plus féroce, c'est à cause du soutien rencontré par la grève à Lyon et dans toute la France. Si le patron a cédé en

partie sur les revendications c'est bien avec l'espoir que, le travail repris, les projecteurs braqués sur l'usine s'éteindraient et qu'il pourrait récupérer tout ce qu'il a cédé, en organisant en sourdine la répression contre les chefs de la grève. Voilà une importante raison de maintenir notre attention sur cette usine.

## ATTITUDE DU P.C.F. ET DE LA C.G.T. : S'OPPOSER RESOLUMENT A LA GREVE.

Au lendemain de l'intervention des gardes mobiles qui expulsèrent le piquet, le PCF déclare : "les groupuscules abusent de l'inexpérience de la lutte syndicale qui est celle d'immigrés d'origine rurale et en plus analphabètes". Voilà une insulte aux ouvriers maghrébins dignes de celles proférées par les pires racistes de l'OAS. Signalons simplement aux révisionnistes que le peuple algérien, même composé de "ruraux analphabètes inexpérimentés" est quand même arrivé, bien malgré le PCF, à vaincre les impérialistes français et à les chasser hors de son pays.

Et le PCF de poursuivre : "un groupuscule gauchiste qui s'était déjà manifesté par sa nocivité en mai/juin 68 et dont la manipulation par la police ne fait guère de doute, s'est introduit dans l'usine, se substituant aux organisations responsables, orientant la grève vers une forme aventuriste, exposant les travailleurs à l'échec et à la répression comme cela vient d'être prouvé". Parce qu'ils mènent

une grève illimitée, les travailleurs immigrés vont à l'échec, parce qu'ils occupent, ils s'exposent à la répression ; voilà une condamnation en bonne et due forme des grèves illimitées et des occupations d'usines, qui voudrait décourager tous les ouvriers qui veulent rentrer en lutte. Le PCF est préoccupé par le développement des luttes ouvrières en France qui prend souvent cette forme d'occupation, de grève illimitée et qui à un an des élections ne sont pas le meilleur visage que le PCF, parti du gouvernement, "leader de la classe ouvrière" voudrait présenter à ses lecteurs.

La CGT aussi affirme "accord avec les revendications désaccord avec les formes de lutte qui prétendent faire capituler un groupe monopoliste de 16 000 salariés, appuyé par la banque Rothschild, avec la grève d'une usine de cent ouvriers". Ce qui démasque la CGT, c'est que c'est elle qui a fait reprendre le travail à Penarroya St-Denis où les ouvriers s'étaient mis en grève sur des revendications identiques à Penarroya Lyon. Le prétexte invoqué par la CGT, en plus des inevitables gauchistes, c'est que "l'union la plus large de tout le personnel de l'usine de St-Denis n'était pas réalisée : à un an des prochaines élections il ne faudrait pas compromettre l'unité populaire ouvriers-maîtrise-cadres par une grève "inconsidérée".

## ATTITUDE DE LA CFDT : EMPECHER LA PRISE DE CONSCIENCE DES OUVRIERS

Le syndicat CFDT de l'usine avait été créé quelques temps avant la grève avec la perspective bien arrêtée chez les ouvriers de la préparer ; ils avaient déjà arrêté leurs revendications, leurs délégués et jusqu'aux modalités de l'action. Les travailleurs maghrébins, que l'expérience de la lutte contre le colonialisme français a habitués à travailler dans la clandestinité, ont su mener tout ce travail sans se faire repérer par le patron. L'intervention extérieure des "Cahiers de mai" n'a pas été déterminante pour l'organisation de l'action dans l'usine ; mais leur rôle a été double : d'une part prendre tous les contacts avec ce qui deviendra le comité de soutien, des avocats, des médecins libéraux, et avec les organisations syndicales ; d'autre

part, faire un important travail de mise en garde aux ouvriers contre tous les groupes effectuant un travail politique : la conception défendue c'était "la politique amène les flics, amène l'échec". Mise en parallèle avec les déclarations de la CGT Renault "pas de provocation, ne nous détournons pas des luttes pour nos revendications", la similitude est frappante, la conséquence est la même : il s'agit de détourner les ouvriers de la Penarroya de la question décisive, celle du pouvoir, celle de la révolution. Parce que la révolution n'est pas pour demain matin, il ne faut pas en parler, il ne faut pas commencer à rassembler les conditions de cette révolution et surtout pas en parler avec les ouvriers ; une telle position fait le lit du révisionnisme : refuser d'introduire chez le prolétariat la conscience de son rôle historique, limiter son horizon à la lutte revendicative, c'est une vieille tradition du mouvement ouvrier français, l'anarcho-syndicalisme. C'est reculer la révolution !

Aussi quand les immigrés de la Penarroya sont allés à la CFDT pour se syndiquer collectivement, celle-ci accepta aussitôt : leur ligne : "pas de politique à l'usine, du syndicalisme", est en parfait accord avec celle diffusée par les "Cahiers de Mai". Couvrir son sigle cette lutte ne pouvait que lui apporter des avantages, entre autres marquer un point sur la CGT qui, elle, avait refusé l'adhésion collective.

Un exemple qui montre bien où conduit cette position c'est l'attitude de la CFDT après l'envoi des gardes mobiles contre les grévistes : "nous avions donné la directive au piquet de partir dès que la police se présenterait ; ce qui a été fait pour éviter tout affrontement... cette intervention peut

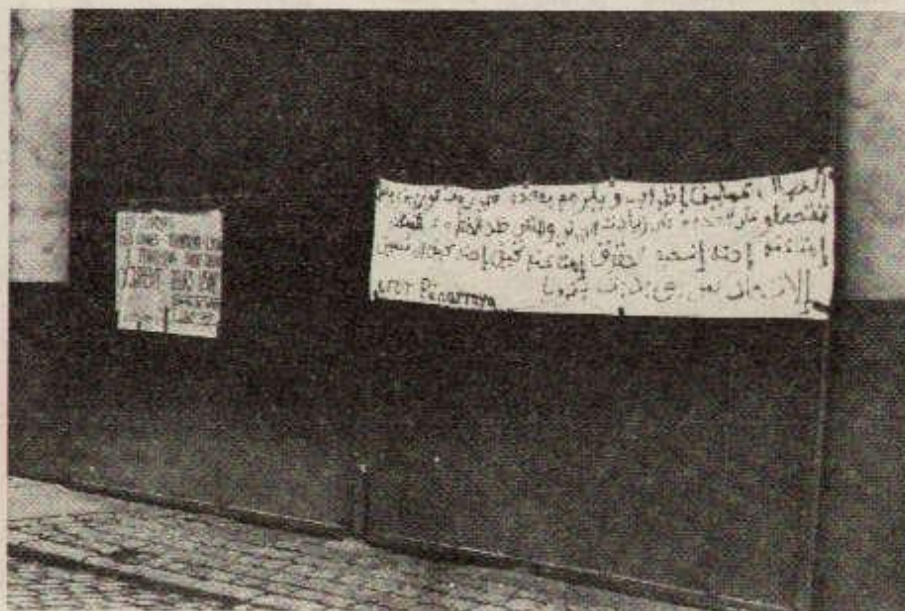
être l'occasion d'un second souffle". Il ne s'agit pas pour nous de dire : "il fallait organiser l'auto défense, il fallait que les 11 ouvriers présents affrontent la centaine de flics qui était venue", mais simplement de poser la question : qu'est-ce que les ouvriers de la Penarroya vont retenir du lien entre la bourgeoisie et le pilier de l'appareil d'Etat ? Rien ! Rien ! parce qu'il fallait pour la CFDT camoufler ce lien.

## ATTITUDE DU COMITE DE SOUTIEN

Le comité de soutien s'est créé à l'initiative de la (CFDT) des "Cahiers de mai" et de diverses personnalités libérales. Il a surtout permis de populariser la grève, de collecter des fonds. Ces 2 éléments ont été très importants pour l'avenir de la grève : brisant son isolement, il était plus difficile à la bourgeoisie de la réprimer ouvertement. L'autre aspect positif du comité de soutien, c'est qu'il a permis en popularisant cette lutte de sensibiliser des couches de la jeunesse ouvrière ou pré-ouvrière sur la question du racisme, de l'exploitation capitaliste, des luttes qu'elle entraîne, de leurs perspectives.

Quant aux aspects négatifs : c'est d'une part les couches vers lesquelles le travail de soutien était principalement dirigé, bien plus celles de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie libérale que couches prolétariennes ; c'est d'autre part et surtout le contenu de ce travail de soutien : la question de l'exploitation des travailleurs immigrés est simplement présentée comme un abus de l'impérialisme, il s'agit de supprimer cet abus mais surtout pas de s'attaquer à l'impérialisme.

Correspondant Lyon.



Penarroya : 32 jours de grève...

# ENTREPRISES INTERIMAIRES UN PARTAGE DU PROFIT ENTRE PATRONS

Certaines enquêtes bourgeoises font état du "mécontentement" de certains industriels qui, ayant recours à la main d'œuvre temporaire, trouveraient celle-ci trop coûteuse ; en somme, étant obligés d'utiliser du personnel temporaire ils seraient eux-mêmes volés par les entreprises d'intérim.

Sans aucun doute, les entreprises de travail temporaire réalisent d'énormes profits et font des bénéfices représentant 25 à 30 % de leur chiffre d'affaire (= 50 milliards d'anciens francs par an, selon les chiffres du SNETT-syndicat patronal de travail temporaire, certainement très en-dessous de la réalité). Mais ceci se fait avec la bénédiction de l'ensemble du patronat français : en 1968, un représentant du CNPF (dont les entreprises d'intérim sont membres), déclarait à l'enquête du "fonds national pour l'emploi" : "si certains peuvent trouver déplaisant à certains égards que la location de main d'œuvre puisse être à la source de profits pour une entreprise, la notion de profit n'est pas une notion qui nous heurte dans la mesure où elle est le signe d'une certaine efficacité dans le domaine économique".

En apparence l'avantage que représente pour une entreprise capitaliste l'utilisation d'une main d'œuvre temporaire appelée et rejetée à loisir, est payé cher par le patron : en effet l'entreprise de travail temporaire reçoit généralement du capitaliste client 3 ou 4 fois le montant du salaire qu'elle verse à l'ouvrier. Mais l'entreprise tem-

poraire prend en charge toute une série de dépenses en plus du salaire, que les capitalistes doivent normalement payer pour leur personnel permanent : les "charges" sociales (sécurité sociale, allocation de salaire unique, ...), les dépenses de gestion (établissement de fiches de paie, de dossiers par un certain nombre d'employés de bureau) qui sont d'autant plus considérables lorsqu'il s'agit de centaines de milliers d'intérimaires employés dans une entreprise, les dépenses d'embauche : petites annonces, réception, sélection etc..., lorsqu'il s'agit d'ouvriers qualifiés, la mise au courant normal au moment de l'embauche prend un certain temps (par exemple une semaine ou plus avec un rendement inférieur de moitié : pour les intérimaires cette mise au courant peut être réduite presque à zéro dans la mesure où ils ont fait l'objet d'un tri très serré et qu'ils sont ainsi immédiatement adaptables aux postes désirés, et c'est autant de gagné pour les patrons de l'entreprise utilisatrice. Autre avantage pour les patrons dans certaines entreprises, notamment dans le bâtiment, les heures supplémentaires (payées à 25 ou 50 %) qui sont nombreuses, peuvent être transformées en heures normales grâce à l'emploi de travailleurs intérimaires. Généralement les travailleurs intérimaires ne bénéficient d'aucun des avantages prévus en plus du salaire de base par les conventions collectives et divers accords d'entreprise : primes diverses telles qu'ancienneté, retraite complémentaire, restaurants à tarifs

réduits, etc. En plus, les patrons n'ont aucun impôt à payer sur les dépenses engagées par la location de main d'œuvre, car ces dépenses sont comptées dans les frais généraux et non pas dans la masse salariale. L'intérim pour le capitaliste est ici d'autant plus grand que la proportion d'intérimaires dans l'usine est plus importante.

Tout ceci ajouté au fait que les indemnités de licenciement n'existent pas pour les intérimaires, permet de comprendre que la dépense occasionnée à des capitalistes par l'emploi d'un personnel intérimaire même important, n'empêche guère sur l'économie très appréciable qu'ils font en employant beaucoup moins de personnel permanent. Rien d'étonnant si aujourd'hui en France 7 entreprises sur 10 utilisent la main d'œuvre temporaire, en particulier dans les grandes concentrations industrielles de la région parisienne et de la région lyonnaise.

Si le travail temporaire était pris en charge directement par l'état capitaliste, une partie du profit réalisé sur le dos des travailleurs n'iraient pas de l'industrie vers les entreprises de travail temporaire mais, le profit réalisé globalement par la classe capitaliste serait le même. L'existence d'entreprises privées de travail temporaire entraîne seulement une répartition de la plus value au sein de la classe capitaliste.

Dans la somme que l'entreprise utilisatrice verse à l'entreprise d'intérim, tout ce qui ne sert pas à payer le salaire direct et les charges sociales de l'ouvrier intérim, mais qui sert à finan-

cer les frais de gestion, d'embauche plus les bénéfices de l'entreprise d'intérim, tout ceci constitue une fraction de la plus value extorquée à ces ouvriers par l'entreprise utilisatrice et que celle-ci abandonne à l'entreprise d'intérim. Si les dirigeants de l'industrie acceptent ainsi d'abandonner une partie de la plus value extorquée dans leur entreprise, c'est que les entreprises d'intérim leur rendent de précieux services.

Les capitalistes qui investissent dans l'industrie ont compris le profit qu'ils pouvaient retirer de telles activités, c'est pourquoi ils sont nombreux à développer leur propre société d'intérim, d'autant plus facilement que l'investissement de départ est très faible, il suffit d'un local, d'un téléphone et de quelques employés, et qu'il n'y a pas de problèmes d'amortissement ni de stocks à constituer.

Exemples : Novafer, l'entreprise industrielle spécialisée dans la récupération des métaux et qui a fait parler d'elle pour avoir fait des fausses factures pour empêcher la TVA, cette entreprise vient d'ouvrir sa propre entreprise d'intérim SAM.

Sud aviation a également développé sa propre société d'intérim, Creusot Loire a des projets dans ce domaine. A Besançon, Cordel-AVD, entreprise à double raison sociale : prestation de services et autres spécialités est en fait une même entreprise avec direction unique, et un même siège social ; sous le titre de Cordel elle fait de la chaudronnerie, de la tôlerie, possède

un atelier, et embauche son personnel sous contrat longue durée. Sous AVD, elle fait de la prestation de services et emploie une main d'œuvre sous contrat temporaire à la fois dans son propre atelier et en placement extérieur. En fait Cordel-AVD travaille surtout pour la Rhodiaceta de Besançon, Lyon, Valence, Arras. Elle est vraisemblablement sous le contrôle de Rhodia (son conseil d'administration compterait les ingénieurs de Rhodia), son personnel est utilisé par Rhodia pour remplacer tel poste, ou pour un atelier entier.

Pour les industriels les avantages sont multiples : tout en bénéficiant des avantages habituels que représente pour les patrons le personnel d'intérim, ils conservent la partie de la plus value qui va à l'entreprise d'intérim, puisqu'ils contrôlent celle-ci. Mais aussi, en fournissant les services de leurs entreprises temporaires à d'autres capitalistes, ils récupèrent une partie de la plus value extorquée à leurs ouvriers.

Selon la nouvelle loi, ce sont les entreprises spécialisées qui doivent s'occuper de la location de main d'œuvre. Mais dans un pays comme la France où l'économie est contrôlée par le Capital financier, les capitaux peuvent circuler avec beaucoup de facilité en s'investissant sous des noms et des raisons sociales différentes : un certain nombre de grosses affaires peuvent donc investir dans les entreprises d'intérim en toute tranquillité.



# Ingénieurs, techniciens et cadres...

## toutes les faveurs de la CGT et de la CFDT

La politique révisionniste vis à vis des ingénieurs, techniciens et cadres a toujours été dictée par deux soucis principaux. Dans la stratégie électorale, il faut attirer les plus larges couches de la population, y compris donc les ITC considérés comme "salariés" au même titre que les OS : "L'union populaire c'est aussi l'union aux côtés de la classe ouvrière des techniciens et des ingénieurs, dont l'emploi est de plus en plus précaire et les responsabilités créatrices de plus en plus étouffées". (rapport au CC du PCF, janvier 72).

Deuxième souci réviso, gagner dès aujourd'hui les futurs cadres techniques de la France démocratique de l'Union populaire, pour pouvoir, dès le lendemain des élections, faire fonctionner la machine sans avoir à la briser : on reprend les mêmes et on recommence :

"De l'OS au cadre, ce sont eux qui apporteront les transformations utiles, chacun avec sa compétence, ce sont eux qui exerceront la gestion démocratique par leurs représentants syndicaux en particulier". (La révolution a besoin de savants, Huma du 1.3.72).

On comprend dès lors les multiples avances de la CGT et de son officine en direction des cadres, l'UGICT : respect de la hiérarchie des salaires, gémissements sur le chômage des cadres, revendications sur le droit au travail, sur la liberté de création... Ça ne date pas d'aujourd'hui : en février 69 un tract CGT distribué à Renault Flins disait : "le principe de la hiérarchie ainsi que sa défense dans toutes les revendications, a toujours été le but de la CGT... De tous temps la CGT a considéré les ETDA, cadres et ingénieurs comme des salariés étant aussi exploités sinon plus que les ouvriers".

Quant à la CFDT, elle ne poursuit pas un but différent. En mai 70, dans un livre sur "l'affaire Guy Robert" l'Union départementale CFDT du Calvados déclarait : "Ils (les militants de la CFDT) sont les militants de notre époque de mutation de la classe ouvrière, parce qu'ils peuvent mieux que les militants traditionnels entraîner les cadres dans l'action, c'est-à-dire priver le patronat de son plus sûr appui". On retrouve là les inepties révisionnistes sur les "classes moyennes" : la mutation c'est la soi-disant disparition de la classe ouvrière traditionnelle au profit d'ouvriers hautement qualifiés et de techniciens ; et la conséquence logique de cette "mutation" : dans notre monde de plus en plus grande technicité, la révolution n'est plus possible sans la participation des ingénieurs et des cadres. En réalité, une autre mouture des théories révisionnistes qui nient le rôle dirigeant de la classe ouvrière. C'est ce qu'a réaffirmé Edmond Maire le 3 mars dernier : "la CFDT est le rassemblement de tous ceux qui sont exploités et dominés dans la société française. A cet égard les cadres, même s'ils jouissent d'une certaine délégation de pouvoir dans les entreprises, sont concernés au même titre que les OS... Il n'y a pas de différence de nature à faire entre tous ceux qui sont utilisés par le système production et d'organisation du pouvoir".

Malheureusement pour Seguy et Maire, il y a quelque danger à mettre dans le même sac cadres et OS. Car malgré tous leurs efforts ils n'ont pas encore convaincu les ouvriers qu'ils sont de même nature que leurs contre-maîtres ou leurs cadres. Et dès qu'éclate une action de la classe ouvrière contre le rôle répressif des cadres, une séquestration par exemple, CGT et CFDT sont bien embarrassées : comment attirer les cadres sans se couper des ouvriers les plus lucides ? ...

C'est finalement l'affaire Nogrette qui a permis de balayer tous ces scrupules : CGT et CFDT se retrouvent aux côtés de FO pour appeler à la répression contre les gauchistes, et appeler en toute quiétude à l'unité du cadre et de l'OS pour la sauvegarde du patrimoine national : "Il y en a assez... L'heure est venue de s'exprimer ensemble pour l'arrêt des provocations, la défense des libertés, le maintien du potentiel de l'usine de Billancourt garant de l'emploi, sceller l'unité profonde du personnel". (tract commun CGT-CFDT-FO-CGC du 9.3.72, chez Renault).

# en France, à 95% des ennemis du prolétariat

De plus en plus les révisionnistes mettent sur le même plan la classe ouvrière et les I.T.C. (ingénieurs, techniciens et cadres). D'autre part leur travail serait de même nature, c'est-à-dire créateur de valeur : lors de la fabrication d'un produit, les ouvriers lui ajouteraient de la valeur par un travail manuel et les ITC par un travail intellectuel. D'autre part, ils seraient exploités de la même façon par les monopoles, c'est-à-dire que les monopoles s'accaparaient de la même façon la plus value produite par le travail manuel des ouvriers et par le travail intellectuel des ITC. Ainsi, cela justifierait que les "travailleurs intellectuels" et les ouvriers forment un

bloc (quand ils ne disent pas une même classe) : celui des salariés. Bien plus, parmi ces salariés la part de ceux qui fournissent du travail intellectuel serait de plus en plus grande avec le développement du progrès technique. qu'en est-il en réalité ?

De tout ce que disent les révisionnistes, une seule chose est vraie : le nombre des ITC croît plus vite que celui des ouvriers manuels. D'après les statistiques officielles concernant la structure de l'emploi dans l'industrie, la part des ouvriers est passée de 79,1 % en 1954 à 74,1 % en 1968, soit une diminution de 5 % ; la part des autres catégories de salariés a donc bien augmenté.

année	1954	1968	augmentation
maîtrise	2,5 %	3,8 %	1,3 %
techniciens	3 %	4,8 %	1,8 %
Cadres supérieurs - ingénieurs	1,1 %	1,4 %	0,3 %
- cadres administratifs supérieurs	1,1 %	1,8 %	0,7 %
- cadres administratifs moyens	3,4 %	3,7 %	0,3 %
employés de bureau et de commerce	8,9 %	9,7 %	0,8 %

Voyons de plus près ce que recourent ces différentes catégories :

- la plus grosse partie (61,5 %) représente les cadres moyens et employés de l'administration et du commerce. Pour l'essentiel, ils réalisent leurs opérations commerciales du capital, multipliées par les taxes propres au système (publicité pour parer aux difficultés d'écouler la marchandise, situation des marchés...). Il est évident qu'ils ne créent aucune valeur, qu'ils sont des parasites créés par l'impérialisme et qu'ils disparaîtront avec lui.

- 11 % représentent les cadres supérieurs administratifs et techniques. Ce sont les représentants directs du capital, en vue de l'obtention de profit maximum, et grassement achetés pour remplir ce rôle.

- ceux que la bourgeoisie appelle agents de maîtrise (largement sous estimés dans les statistiques officielles), les chefs d'équipes, contre-maîtres, surveillants, etc... sont chargés de la répression directe sur les ouvriers : augmenter les cadences, réduire les temps de pause... en un mot accroître la plus value en intensifiant le travail.

- Restent les techniciens. Certains, comme les chronos, font directement partie de l'appareil de répression du capital. D'autres sont chargés de l'organisation du travail. Agents de méthode, ils cherchent eux aussi comment disposer les machines pour intensifier au maximum le travail de l'ouvrier, supprimer des postes... D'autres enfin participent directement au processus de production (élaboration des plans, contrôle technique etc...) Il ne faut pas nier qu'une certaine partie de ce travail technique participe à la valeur finale du produit par exemple l'élaboration des plans des pièces commandées, et que du reste ce travail technique subsistera dans la société socialiste. Cependant, ce travail est presque toujours mêlé à des impératifs de "rentabilité", de productivité, (c'est principalement vrai pour le travail dit de "méthode"). Certains de ces techniciens participent donc consciemment ou non (là n'est pas le problème), à l'exploitation de la classe ouvrière. On peut évaluer à environ 2/3 de cette catégorie, soit environ 5 % seulement des ITC ceux qui ajoutent de la valeur au produit final.

Il apparaît donc que la grande majorité des ITC ne créent aucune valeur. Le patronat ne peut donc leur extorquer une plus value sur quelque chose qu'ils ne produisent pas : non seulement on ne leur extorque aucune plus value, mais encore ils sont payés sur la plus value extorquée à la classe ouvrière. Bien plus ils participent directement au système répressif d'exploitation de la classe ouvrière. Ce sont des ennemis de la classe ouvrière.

### NOGRETTE : UN CHIEN DE GARDE DU CAPITAL

Robert Nogrette, entré à la Régie, comme ouvrier ajusteur en est sorti cadre ; la récompense de 40 ans de bons et loyaux services au Capital, la sinécure offerte par Dreyfus à un ancien ouvrier, traître à sa classe, grimpé dans la hiérarchie sur le dos de ses anciens camarades.

D'abord chargé de plier à l'école Renault les futurs OS maison à la discipline capitaliste, il devient en 67 adjoint à la direction du personnel. Chaque promotion, il l'a due à ses "qualités personnelles", des qualités de flic, qu'il a su bien utiliser pendant son enlèvement, de parfait auxiliaire de la police officielle.

Dans sa dernière fonction, il était plus particulièrement chargé des licenciements : c'est "avec doigté et humanité", comme dit la presse bourgeoise, qu'il a licencié plus de 2 000 ouvriers en 71, qu'il a licencié Ben Mabrouk et, récemment 12 révolutionnaires pour leurs idées politiques. "Un simple exécutant" dit l'humanité, peut être un peu trop zélé... en réalité un chien de garde du capital ! Quand nous aurons le pouvoir, après la Révolution, les traits du style Nogrette redeviendront ouvriers, mais cette fois-ci les ouvriers qui travailleront avec eux et qui seront maîtres de leurs usines ne leur laisseront plus aucune chance de regimber dans la hiérarchie.

# EN CHINE DES CADRES INTEGRES A LA CLASSE OUVRIERE, SOUS SA DIRECTION

"On aura beau faire, des petits chefs, des ingénieurs, des directeurs... des Nogrette, il en faudra toujours, même en régime socialiste". Telles sont les réflexions souvent entendues à propos des cadres et techniciens. Eh bien non, des petits chefs dont le seul rôle est de maintenir les cadences, distribuer les bons de sortie, des Nogrette dont le seul rôle est de déterminer quel ouvrier sera licencié, des gens comme ça sont des purs produits du capitalisme, des individus nécessaires aux patrons pour accroître sans cesse leurs profits. Des gens comme ça, il n'y en a plus dans la Chine socialiste d'aujourd'hui. Cela ne signifie pas que dans une usine chinoise on ne voit que des ouvriers aux manettes de leur machine : on y fait aussi des plans, on y étudie des innovations techniques, il y a même des gens qui dirigent l'usine, qui font du travail administratif... Quelle différence y a-t-il avec une usine capitaliste ?

### A LA FOIS OUVRIERS ET TECHNICIENS

Dans une usine capitaliste, l'ouvrier passe ses 8 ou 9 h à sa machine, à exécuter le travail décidé par un ingénieur, dans son bureau, l'ingénieur réfléchit et décide, l'ouvrier exécute. Une telle coupure entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre l'exécution et la décision, n'existe pas dans les usines chinoises.

En ce qui concerne l'administration et la gestion de l'usine, il a d'abord fallu réduire au maximum le nombre de personnes employées dans ce secteur, donc simplifier au maximum. Supprimés les rapports qui passent du chef de service au sous-chef de service pour aller s'enterrer sous une pile de dossiers ; supprimés les multiples fiches de contrôle de ceci ou de cela. Quant à la direction de l'usine elle-même, elle est réellement exercée par les ouvriers ; ce sont eux qui choisissent parmi eux les cadres dirigeants, ce sont eux qui au cours de réunions fréquentes contrôlent le travail des cadres, font les propositions et critiques nécessaires etc... Et ce n'est pas tout : pour qu'il n'y ait vraiment aucune coupure avec les ouvriers, les cadres dirigeants quittent par roulement leur bureau, à tour de rôle, pour aller participer à la production : dans certaines usines les cadres travaillent à la production de 3 à 5 mois par an.

Même chose en ce qui concerne les cadres techniques et les ingénieurs. Ils passent une bonne partie de leur temps aux machines, à la production. Ils n'élaborent pas toujours leurs projets en chambre, dans leurs bureaux et dans leurs livres, mais ils travaillent dans des équipes techniciens-ouvriers, en étroite collaboration avec les ouvriers, dans les ateliers : l'expérience



Taking : ouvriers et techniciens discutant un nouveau procédé

pratique des ouvriers, acquise par une longue vie de travail, remplace souvent largement les connaissances livresques des ingénieurs.

Très souvent d'ailleurs, ces techniciens sont d'anciens ouvriers. Mais pas des anciens ouvriers comme Nogrette, qui ont grimpé les échelons de la hiérarchie sur le dos de leurs anciens frères de classe et qui ont complètement oublié l'époque où ils étaient aux machines. En effet en Chine, de plus en plus, les étudiants sont choisis non parmi les élèves sortant du secondaire, mais parmi les ouvriers des usines. Ces futurs étudiants sont choisis par leurs camarades de travail en raison de leur conscience politique et de leur expérience pratique... Ils sont envoyés étudier un an ou deux à l'université puis reviennent dans leur usine d'origine, où ils reprennent leur place avec de plus grandes connaissances techniques.

Ainsi de plus en plus, les ouvriers sont à la fois des travailleurs manuels et des intellectuels. Ils sont à la fois dirigeants et exécutants. Cela donne des résultats excellents. Par exemple dans l'usine automobile n°1 de Tchangtchouen, les ouvriers de la forge utilisaient un four de fabrication étrangère qui consommait une quantité extraordinaire de gaz, et dégageait une chaleur insupportable pour les ouvriers travaillant alentour. Plusieurs fois, ils avaient fait des suggestions qui, chaque fois, s'étaient heurtées au refus des ingénieurs. Ceux-ci ne se souciaient ni des conditions de travail des ouvriers, ni du gaspillage de gaz, ils se fiaient entièrement à ce matériel "d'avant-garde", à l'étranger, et se préoccupaient surtout de trouver des sujets

de recherche qui auraient servi leur renommée industrielle. A partir du jour où quelques ouvriers et techniciens révolutionnaires décidèrent de travailler ensemble à ce four, ils comprirent qu'il fallait avant tout améliorer les conditions de travail des forgerons et faire des économies de gaz ; et cela les encouragea à persévérer dans leurs recherches et... à réussir. Les ingénieurs enfermés dans leur bureau n'avaient pas vu ces problèmes.

### PLUS DE GARDE-CHOUROMES

S'il est quelque chose qui a totalement disparu dans les usines chinoises, c'est le rôle répressif des cadres : le chef qui surveille les cadences, les chronos, le garde armé à la barrière, les milices du style Renault... Et pourtant, les ouvriers chinois travaillent beaucoup, produisent beaucoup. Et sans un chef sur le dos en permanence. C'est que les ouvriers chinois ne travaillent pas pour un patron, mais pour eux-mêmes, pour construire le socialisme en Chine, pour aider la Révolution dans le monde. Ils sont maîtres de leurs usines, de la politique chinoise. Ce sont eux qui fixent, en fonction du plan national "les normes de production", c'est-à-dire, la production à faire. Et souvent, ils accélèrent les cadences ou ils font des heures supplémentaires pour dépasser ces normes ; mais ce n'est pas pour enrichir un patron. Par exemple, les ouvriers qui ont construit une presse de 12 000 tonnes (machine outil très rare dans le monde), expliquent comment ils ont travaillé, même pendant leurs heures de repos pour que la Chine ne dépende plus du matériel étranger (en l'occurrence des

presses fournies par les soviétiques). De même les ouvriers chinois qui fabriquent des armes pour les combattants vietnamiens ne ménagent pas leurs efforts, car ils savent que ces combattants ont besoin de ces armes contre l'impérialisme US. Quand on est maître de son travail, quand on sait à quoi il sert, il n'y a plus besoin de chef ni de flics.

### SOUS DICTATURE DU PROLETARIAT

Encore faut-il que les ouvriers soient totalement maîtres de leur travail, et de la politique suivie, non seulement dans l'usine, mais dans l'ensemble du pays. Sinon la participation des ouvriers aux décisions dans l'usine ne serait qu'une participation bidon, du style de l'autogestion chère à la CFDT, ou de l'autonomie de gestion de la CGT. Encore faut-il que les ouvriers aient une conscience politique, une formation technique suffisante pour imposer leurs objectifs révolutionnaires et les mettre en pratique. Encore faut-il que les techniciens et les cadres aient dans leur majorité balayé les idées bourgeoises de "renom personnel", de "travail pépère et sans effort dans un bureau" etc..., et que ceux qui n'ont pas renoncé à ces habitudes soient rééduqués en travaillant dans les ateliers avec les ouvriers.

Ceci est possible aujourd'hui, parce que depuis 20 ans, la classe ouvrière chinoise a conquis le pouvoir grâce à son parti et à ses fusils, qu'elle a imposé sa volonté aux ennemis de la révolution (en particulier aux cadres techniques et administratifs de l'ancien régime imbus de leurs privilèges), qu'elle s'est aguerrie dans la lutte et dans l'étude du marxisme léninisme et de la pensée Mao-tse Toung. Ce n'est possible que grâce à la dictature du prolétariat. C'est ainsi qu'avant 67, les formes bourgeoises de gestion des entreprises avaient repris le dessus dans beaucoup d'usines : un directeur responsable unique dirigeait en maître absolu, les ingénieurs avaient réintégré leurs bureaux et leurs bouquins, et ne mettaient plus les pieds dans les ateliers que pour donner des ordres, tout un système de primes au rendement prétendait augmenter la productivité etc... La classe ouvrière chinoise, sous la direction du PCC, a reconnu dans ces pratiques la renaissance du capitalisme : dans le feu de la grande Révolution Culturelle Proletarienne, elle a balayé les responsables de cette politique et renforcé sa dictature. Aujourd'hui, les ouvriers sont maîtres des usines, les techniciens et cadres sous leur direction, les ouvriers-techniciens, à la fois intellectuels et manuels, sont de plus en plus nombreux.



# la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels

(LENINE)

## FRANCO PAIERA POUR LES DEUX OUVRIERS ASSASSINES A EL FEROL

Comme en Octobre dernier à Barcelone et en été 70 à Grenade, la police ouvre le feu le 9 mars sur les grévistes d'El Férol, ouvriers d'un chantier naval. Après avoir été expulsés par les bandes armées de Franco des ateliers qu'ils occupaient, sans courber le dos, ils y revenaient. Armés de pierres, de bâtons, ils étaient sur le point de déborder la police fasciste. Elle a tiré. Deux ouvriers sont tombés assassinés. Plus de cinquante blessés.

Au cours des deux derniers mois, ce sont des dizaines de milliers d'ouvriers Espagnols qui sont entrés dans des luttes longues et dures, et, souvent, ont affronté la Garde Civile. Malgré le bouclage systématique par l'armée au déclenchement de la moindre lutte, les statistiques espagnoles officielles elles-mêmes notaient déjà en 71, 1600 conflits contre 491 en 70. C'est énorme, si l'on tient compte de la récente consigne du ministère du travail de "passer sous silence et de réduire le plus possible les informations sur les conflits". Le 26 janvier (72), 10.000 ouvriers en grève rien que dans la région de Bilbao. Commencée fin décembre 71, la grève chez Michelin à Vitoria dure encore le 16 février. Le 11 février, affrontement particulièrement violent contre la Garde fasciste. De nombreux blessés, 7 arrestations. Le 16 février des renforts policiers sont envoyés à Vitoria. Nouveaux affrontements, un ouvrier est gravement blessé, 11 arrestations. L'ampleur de ces luttes s'accompagne d'une répression patronale elle aussi sans précédent. Ainsi le 24 février dans les chantiers navals, qui représentent alors un secteur explosif, à Sestao, près de Bilbao, 2.600 ouvriers d'"Asterillos Espagnoles" sont mis à pied pour deux jours de grève, et 3.500 temporaires sont eux carrément licenciés.

Cette répression sauvage et sanglante c'est celle que la bourgeoisie en tout lieu et en tout temps exerce pour maintenir sa dictature. Mais depuis longtemps Franco ne peut plus se payer le luxe de voler tant bien que mal, comme le fait encore Pompidou, cette dictature d'un semblant de démocratie. En Espagne, la répression sanglante n'est qu'un aspect d'une dictature terroriste ouverte de la bourgeoisie Espagnole en étroite collaboration avec l'impérialisme américain : le Yankee-Franquisme. Pour l'ouvrier espagnol, ce sont les camarades qui tombent, mais c'est aussi l'intimidation que représentent les bases U.S. de Catalogne, et les manœuvres de la VI<sup>e</sup> Flotte qui viennent d'avoir lieu le long des côtes d'Espagne et auxquelles sont cordialement conviés les officiers franquistes. Mais c'est surtout l'arsenal

des lois qui se dressent pour empêcher toute forme d'organisation prolétarienne. C'est l'organisation syndicale unique, fasciste, et l'odieuse cinquième "commissions paritaires" qui établissent en y associant le plus étroitement possible le syndicat (ce que réclame la C.G.T.) des contrats de progrès, contrats d'exploitation qui planifient pour l'année la misère de l'ouvrier.

Les luttes de ces derniers mois sont toutes des révoltes contre ces commissions "paritaires", contre ces institutions terroristes dont l'ensemble de la classe ouvrière, jour après jour, subit le joug et dont il s'agit pour les yankees Franquistes de préserver l'efficacité. C'est ainsi qu'en décembre 71, le ministère du travail envoyait une note confidentielle au syndicat et aux préfets avec toute une série d'instructions.

Pour les préfets :  
- "information efficace sur les activités illégales, les réunions, arrestations préventives des agents de liaison", ouvriers chargés par leurs camarades d'établir la liaison entre les différentes organisations ouvrières locales clandestines.

- "empêcher toute distribution de propagande illégale"

- "éviter l'action des piquets de grève devant les usines, action fondamentale pour éviter le conflit"

- "l'autorité préfectorale doit faire tout son possible pour éviter un conflit du travail. Ses instruments d'action seront plus que jamais les délégations du travail et le syndicat, outre les services d'ordre public. Il convient que le préfet ne reste pas trop en marge au début d'un conflit sous prétexte que l'ordre public n'est pas encore altéré, car dans un conflit du travail l'ordre public est déjà altéré et est en lui-même une situation potentielle de violence".

Mais surtout pour le syndicat : "collaborer directement avec les organes gouvernementaux afin d'empêcher les réunions massives, les assemblées, toute réunion."

Pendant que les yankees franquistes ferment les universités et renvoient les étudiants anti fascistes chez eux à coup de grenades lacrymogènes, dans les usines, ils tirent sur le tas. La grande peur qui tourmente affreusement les requins franquistes c'est que la classe ouvrière prenne la tête de la lutte anti fasciste, qu'elle seule peut mener jusqu'au bout. Le document "confidentiel" le montre bien.

**SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL EN LUTTE CONTRE LE YANKEE FRANQUISME. VIVE LE P.C.E.M.L. !**

## 18 MARS

# vive la commune de Paris!

Par leurs déclarations successives depuis l'assassinat d'Overney, les révisos tendent à faire croire que la classe ouvrière est étrangère à toute forme de lutte révolutionnaire, à toute forme de lutte violente qui s'oppose à l'exploitation capitaliste. Ces formes de lutte sont baptisées pour la circonstance "turpitudes gauchistes, provocations policières". Écoutons Marchais, écoutons Séguy, c'est toujours le même refrain : "il ne s'agit pas de recommencer mai 68... une des plus éclatantes victoires de notre histoire syndicale, la victoire du sang froid et de la lucidité des militants ouvriers sur une vaste tentative de provocation contre la classe ouvrière" (Séguy à Dijon, le 5/3/72). Et de là les révisos tentent d'opposer une poignée d'agitateurs manipulés par le pouvoir à une classe ouvrière qu'ils cantonnent dans la seule lutte économique.

"Quel contraste entre les turpitudes gauchistes et la puissance tranquille et résolue de l'action de masse des populations laborieuses du Nord et du Pas de Calais unies par un même mécontentement, une même volonté revendicative, une même aspiration progressiste. Voilà la juste conception de l'action responsable et efficace, la bonne route qui peut nous conduire à la victoire" (Séguy à Dijon, le 5-3).

En s'opposant à l'utilisation quotidienne de la violence par la classe ouvrière c'est en réalité à la prise du pouvoir par la violence que s'opposent les révisos. Et quand dans leurs articles crapuleux de l'Huma dimanche, "Radiographie d'une machination", ils tentent de montrer que la violence n'est pas dans la tradition ouvrière française c'est parce qu'ils ne peuvent dire de front que la classe ouvrière française n'a jamais songé à l'insurrection prolétarienne armée.

Le 22 mars, la Commune est élue. Son premier décret est la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. Des mesures révolutionnaires son prises qui renforcent l'adhésion populaire. Mais la bourgeoisie ne désarme pas : Versailles se déchaîne contre la "canaille", Thiers se prépare à écraser les ouvriers. A partir d'avril, l'armée versaillaise commet des massacres quotidiens. Le 21 mai, les versaillais pénètrent par surprise dans Paris ; le 22 mai, la ville se hérise de barricades. Le 28 mai, la commune se termine dans un bain de sang, mais l'ouvrier meurt debout, le fusil à la main, la haine au cœur.

**DETRUIRE, PAR LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE, LA MACHINE D'ETAT CAPITALISTE QUI SE MAINTIENT PAR LA VIOLENCE REACTIONNAIRE.**

Le 18 mars, le prolétariat de France a remporté une grande victoire sur la bourgeoisie. Après 6 mois de siège, de guerre, de dupes du gouvernement, le peuple a rejeté les illusions que voulait lui donner la bourgeoisie : les élections bourgeoises qui n'avaient pour but que de faire élire des réactionnaires et démobiliser les masses, l'ordre qui permet d'emprisonner les révolutionnaires. Il a surtout compris, après les illusions du 4 septembre, que pour avoir le pouvoir, il ne suffit pas d'envahir les locaux de l'Assemblée Nationale : il faut démanteler cette énorme machine d'état bourgeois qui s'appuie sur l'armée, la police, les prisons, et que pour cela, il faut prendre le fusil.

noyée dans le sang. Que s'est-il passé ? La détermination des ouvriers à conserver coûte que coûte leurs armes ne s'est jamais affaiblie, mais la direction politique de la Commune a été trop molle dans l'utilisation de l'énorme potentiel militaire représenté par le peuple en armes, elle a été trop magnanime avec la contre-révolution. Au lendemain du 18 mars, la Garde Nationale, au lieu de marcher sur Versailles pour abattre définitivement un Thiers aux abois, préfère temporiser. Première erreur, c'était laisser le temps à la réaction versaillaise de refaire son armée, à Thiers de préparer son bain de sang.

Début avril, l'armée versaillaise lance l'offensive en assassinant Flourens et Duval, 2 chefs communards, et en massacrant sauvagement les prisonniers. Delescluze, en riposte, fait prendre un décret sur les otages qui ne sera appliqué que plus tard, trop tard... A partir de mai, l'état versaillais se resserre : le problème de l'offensive contre Versailles se fait pressant, il n'est pas abordé.

En fait, il manquait alors une direction politique ferme. Une composition hétéroclite domine la commune : proudhoniens, internationaux, blanquistes, individualistes... Une minorité (Varlin, Dombrowski) qui propose qu'on réorganise l'armée et mobilise le prolétariat et le peuple de Paris pour la lutte contre Versailles, n'est pas écoutée. L'immense élan révolutionnaire de Paris se disperse au lieu de se concentrer sur la lutte contre la réaction. Spontanément, le peuple, à une étape donnée a su opposer à la violence contre-révolutionnaire, la violence révolutionnaire qui commençait à briser la machine d'état bourgeois. La bourgeoisie aux portes de Paris ne renonçait pas, la vigilance révolution-



1871 : LE PEUPLE DE PARIS A L'ASSAUT DU CIEL

Car il y a la Commune de Paris... Ils n'osent quand même pas présenter l'héroïque lutte du peuple de Paris comme une vaste machination policière. Rappelons les faits. 1870, à la fin du second empire, le capitalisme français vient de connaître une phase d'expansion, l'exploitation de la classe ouvrière est féroce, mais les ouvriers qui ont grandi en nombre et en expérience commencent à prendre conscience de leur force. L'Internationale est créée en 1864. En 1870, les bourgeoisies Française et Prussienne se déclarent la guerre. Début septembre, l'armée française est pratiquement battue. Le peuple se mobilise pour résister à l'invasion, pour demander la dissolution de l'empire et la république. La bourgeoisie acculée est obligée de former le 4 septembre un gouvernement républicain de défense nationale et de mettre sur pied une garde nationale. Le 19 septembre, le siège de Paris commence. A côté de la garde nationale recrutée essentiellement dans la bourgeoisie, le peuple prend les armes. La bourgeoisie a peur : "Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier sur le capitaliste français et ses parasites" (Marx).

Thiers qui a pris la tête du gouvernement, préfère alors livrer Paris. Le 18 mars 71, au nom de l'ORDRE, il demande au peuple de rendre les armes, les canons qui défendaient Paris. C'est alors le signal de l'insurrection armée. Après le 4 septembre le peuple s'est aperçu que la pression qu'il avait exercée sur la bourgeoisie, si elle avait entraîné un changement de gouvernement, ne lui avait pas donné le pouvoir : il restait aux mains de la bourgeoisie avec la police et l'armée. Elle n'avait qu'un désir, poignarder le prolétariat dans le dos dès que l'occasion s'en présenterait. Le peuple tient à ses canons : il se rend compte que rendre ses canons, c'est se livrer à la réaction. Le 18 mars, Thiers et les bribes de son armée sont obligés de fuir à Versailles..

C'est là le premier enseignement de la Commune de Paris, dégagé par Marx et Engels : "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'état et de le faire fonctionner pour son propre compte." Le prolétariat doit recourir à la violence révolutionnaire pour "détruire" et "briser" l'ancien appareil d'état, et "instaurer la dictature du prolétariat". L'état bourgeois ne s'éteindra pas de lui-même. Marx explique que l'état est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre. La bourgeoisie au pouvoir se donne des détachements spéciaux, hommes armés, prisons... qui oppriment la classe ouvrière. Qui dit oppression dit utilisation de la violence. Pour vaincre cette violence de la bourgeoisie, le prolétariat n'a pas d'autre possibilité que le recours à la violence. Qui provoque ce recours à la violence ? C'est la bourgeoisie, messieurs les révisionnistes. Lénine conclut dans "L'Etat et la Révolution" : "La nécessité d'inculquer aux masses cette idée, et précisément celle-là, que la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels." Qu'en pensez-vous Mrs. Marchais-Séguy ?

**LA REVOLUTION SERA L'ŒUVRE DES MASSES DIRIGÉES PAR UN PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE**

Les révisionnistes parlent volontiers de l'action résolue des masses, de leur force paisible et responsable. Effectivement, le peuple de Paris a participé massivement à l'insurrection : le 18 mars, hommes et femmes par milliers se sont soulevés ; le 22 mars, 200.000 parisiens proclamaient la Commune. Seulement, n'en déplaise à Marchais, ces parisiens étaient armés, leur force n'avait rien de paisible, et c'est pour ça qu'elle a été victorieuse la 18 mars.

Cependant, si les 72 jours de la Commune ont été 72 jours de lutte armée, de défense armée, elle a été

naire ne devait pas se relâcher. Seule une direction politique ferme pouvait trouver de nouvelles formes de mobilisation des masses. Or, étant données les conditions historiques de l'époque, le marxisme ne s'était pas encore assuré une place prépondérante dans le mouvement ouvrier, il n'existait pas encore de parti révolutionnaire prolétarien ayant le marxisme pour idéologie directrice.

Ce furent alors les illusions légalistes, la sous-estimation de la férocité de l'ennemi de classe qui l'ont emporté. Les masses, en l'absence d'un solide noyau dirigeant du prolétariat, en dépit de leur détermination et de leur héroïsme, ont été livrées à la répression. La Commune a prouvé la force du peuple lorsqu'il possède des fusils. L'absence d'une direction politique et militaire clairvoyante, que seule aurait pu exercer un parti armé d'une théorie révolutionnaire, allait causer la défaite provisoire du prolétariat.

**SUR LES TRACES DES COMMUNARDS**

Les glorieux communards de Paris ont écrit avec leur sang les principes éternels de la révolution prolétarienne : le peuple en armes abattra la machine d'état de la bourgeoisie. Ces principes sont gravés dans les pavés de Paris, et tous les efforts misérables des révisionnistes pour l'arracher de la mémoire de la classe ouvrière, les phrases trompeuses du petit livre orange du P.C.F. n'y pourront rien.

Seulement, les communards nous ont indiqué la voie, ils n'ont pas eu le temps de la tracer plus avant. Seules les masses feront la révolution, mais comment les mobiliser sur cet objectif ? Seule la lutte armée abattra le capitalisme, mais comment amener étape par étape, les masses à s'emparer de la violence révolutionnaire ? Ces problèmes, sur les traces des communards, les révolutionnaires russes, chinois, vietnamiens, les ont résolus dans leur pays. Le prolétariat de France, sous la direction de son Parti Communiste Marxiste-Léniniste, saura les résoudre. Et alors, le sort des révisionnistes n'aura rien d'enviable, aux côtés des suppôts de la bourgeoisie.

Sous l'impulsion du P.C.E. (M.L.), s'est créé en janvier 1971 le comité coordinateur pro-FRAP (Front Révolutionnaire antifasciste et patriote), qui regroupe diverses organisations révolutionnaires espagnoles contre le yankee-franquisme, sur les bases suivantes :

- écrasement de la dictature franquiste et expulsion des yankees au moyen de la lutte révolutionnaire.
- établissement d'une République Populaire Démocratique et Fédérative
- nationalisation des biens des monopoles étrangers et confiscation de ceux de l'oligarchie.

Lisez "ACCION" journal du FRAP, ainsi que le bulletin en Français de l'A.P.E.P. (agence de presse de l'Espagne populaire) édité par le FRAP. (FRAP, B.P. 14-BEO Argel-Algérie)



- profonde réforme agraire.
- liquidation des restes de colonialisme
- formation de l'armée du peuple.

## abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F